

## Duel au château

L'objet du crime reposait, éventré, sur le parapheur : deux feuilles blanches couvertes de caractères présentées sur les pages noires et cartonnées du registre.

Le parapheur cadrait avec les lambris dorés du bureau du Président. Relié de cuir et serti d'un filin argenté, le dossier avait accueilli en son sein tous les décrets des lois les plus controversées de la République. L'indépendance de l'Algérie, l'autorisation de l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage homosexuel ... Toutes avaient eu leur heure de gloire au sein du parapheur présidentiel. Mais cette fois-ci, le décret pouvait avoir des répercussions plus sanglantes.

Assis à son bureau, ses lunettes chaussées sur son nez en bec d'aigle, le Président parcourait à l'aide de son stylo les deux pages blanches avec attention. La pointe du Mont-Blanc glissait le long des lignes dessinées sur le papier, laissant émettre un petit frottement qui rompait le silence du bureau.

Une fois la deuxième page examinée, le Président déposa le stylo à la droite du parapheur, déchaussa ses lunettes et redressa la tête pour scruter son Ministre qui lui faisait face : un sourire discret, signe de son assurance, des yeux clairs qui pointaient vers le futur qui s'offrait à lui, et surtout une jeunesse que ses pairs lui enviaient ; par tous ces traits, le ministre tranchait du profil habituel pour un ministre de l'Economie.

- Etes-vous certain de ce que vous faites là ? demanda le Président.
- Absolument, rétorqua le ministre.

Le Président apporta sa main gauche sur le menton.

- Je n'ai pas souhaité que le Premier Ministre se joigne à nous, pour être seul avec vous, face à face. Personne ne vous juge. Vous savez que vous pouvez vous confier à moi. Tout ce qui se dira dans cette pièce restera entre nous.
- Je le sais parfaitement, Monsieur le Président.
- Pourquoi souhaitez-vous faire passer cette loi ?
- Pour le bien de la France, Monsieur.
- Pour le bien de la France ?

Le Président se leva et se rapprocha des vitres donnant sur le jardin.

- Voyez-vous, derrière ces vitres, cinq artisans travaillent à la restauration du château. Ils arrivent à huit heures mais chaque jour, inmanquablement, ils s'arrêtent vers onze heures pour une heure environ, discutent, boivent, mangent et jouent un morceau d'harmonica puis se remettent au travail à midi. C'est leur rite, leur messe, il n'est pas un jour qui n'y échappe. Pourquoi me direz-vous ? car la France n'aime pas le travail, elle préfère l'amusement.
- Je ne pense pas Monsieur. A midi ils reprennent chaque jour leur travail.
- Et vous, avec cette loi, vous souhaitez remettre la France au travail ?
- Je souhaite juste lui donner plus de liberté de manœuvre.
- Mais la France préfère les 35 heures à la libre entreprise.
- Non, Monsieur. C'est votre parti qui est ainsi.

- Mais c'est le parti qui me soutient. C'est à lui que je dois ma position.
- Votre parti n'est plus qu'un château de cartes. Vous n'y êtes plus César. Ils ne vous voient que comme le roi de cœur, s'apprêtent tous à vous mettre sur le carreau pour vous piquer votre place et vous faire déguster les trèfles par la racine, si je peux me permettre cette image.
- Humm ...

Le Président rejoignit son bureau et se rassit.

- Monsieur, si vous aviez été à ma place, vous auriez également proposé cette loi. Elle ne trahit en rien vos valeurs.

Le ministre le tenait par les sentiments : ne pas signer, c'était se trahir lui-même.

- Et si je ne signe pas ce décret d'application, que ferez-vous ?
- Monsieur, c'est bien simple. Il sera bientôt midi. Si au douzième coup d'horloge, vous n'avez pas signé le décret, je convoque une conférence de presse et j'annonce publiquement ma démission.
- Et si je signe, vous resterez avec nous jusqu'aux prochaines élections ?

Le Ministre se tut mais ses intentions étaient claires. Quoique le Président fût, le Ministre aurait quitté le gouvernement dans quelques semaines.

L'ultimatum était lancé.

Quelques notes d'harmonica percèrent le silence. Les deux hommes se regardaient. Le Président glissa sa main vers son Mont-Blanc. Le Ministre remonta la sienne vers la poche intérieure de sa veste où se cachait son téléphone portable.

L'horloge du salon sonna un premier coup puis un deuxième. Les doigts du Président se refermaient sur le stylo, la main du Ministre disparaissait lentement derrière le pan de sa veste.

Trois, quatre, cinq ... Les deux hommes ne se perdaient plus du regard. Une trentaine d'années les séparaient dans le temps, mais dans l'espace, l'écart entre les deux ne tenait qu'à quelques dizaines de centimètres.

Six, sept, huit, neuf... C'est le Président qui dégaina le premier. Ses doigts s'emparèrent du stylo qui jeta, d'un trait, une signature peu lisible sur l'arrêt de mort du parti.

L'horloge mit fin à son compte à rebours macabre et le Ministre dégagea la main de sa veste.

Tout à coup, le Président entendit un fracas provenant de l'extérieur, comme un édifice s'effondrant sous son poids. Le Président pensa à un des échafaudages des artisans mais comme le Ministre ne bronchait pas, il se dit que le bruit n'avait peut-être résonné que dans sa tête, qu'il ne s'agissait que de la chute du château de cartes.

Il venait de tuer son parti et par la même, d'annoncer son prochain suicide politique.